

4.A.25. TD Kigali, 9 mars 1993, Retrait des troupes françaises  
du Rwanda

Déclassifié

OBJET : RETRAIT DES TROUPES FRANCAISES DU RWANDA. -

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. BONIFACE NGULINZIRA, M'A REMIS HIER UN EXEMPLAIRE DU COMMUNIQUE CONJOINT PUBLIE A L'ISSUE DE LA RENCONTRE DE DAR ES SALAM, LE DOCUMENT CONFIDENTIEL RELATIF AUX MODALITES DE RETRAIT DES TROUPES ETRANGERES ET UNE LETTRE DU 8 MARS 1993 PA LAQUELLE LE GOUVERNEMENT RWANDAIS DEMANDE AU GOUVERNEMENT FRANCAIS DE SE CONFORMER AUX ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS CONCERNANT NOTAMMENT LE RETRAIT, DANS UN DELAI DE HUIT JOURS A COMPTER DU 17 MARS, DES ELEMENTS MILITAIRES FRANCAIS ENVOYES EN RENFORT A KIGALI APRES LE 8 FEVRIER. J'AI FAIT PARVENIR CES TROIS DOCUMENTS AU DEPARTEMENT PAR TELECOPIE.

LE PREMIER MINISTRE, M. DISMAS NSENGIYAREMYE, M'A CONVOQUE AUSSITOT APRES POUR ME DECRIRE L'AMBIANCE DANS LAQUELLE S'EST DEROULEE LA REUNION DE DAR ES SALAM. CETTE REUNION A ETE POUR LE F.P.R. L'OCCASION DE DEVELOPPER DE VIVES ATTAQUES CONTRE NOTRE PAYS QU'IL ACCUSE DE NE PAS ACCORDER SES ACTES A SON LANGAGE LORSQU'IL S'AGIT DE DEFENDRE LA DEMOCRATIE. LE TOGO ET LE ZAIRE ONT ETE CITES COMME DES EXEMPLES DE NOTRE PRETENDUE DUPLICITE.  
❖PAGE DEUX

IL EST APPARU AUSSI A LA DELEGATION RWANDAISE QUE LE F.P.R. SURESTIMAIT LES EFFECTIFS QUE NOUS ENTRETENIONS A KIGALI, LES EVALUANT A AU MOINS 1.500 HOMMES. LES REBELLES ETAIENT EN OUTRE CONVAINCUS QUE LA FRANCE PREPARAIT UN VERITABLE PLAN D'ATTAQUE DESTINE A LES CHASSER PUREMENT ET SIMPLEMENT DU TERRITOIRE RWANDAIS. LA DELEGATION RWANDAISE A DEPLOYE BEAUCOUP D'EFFORTS POUR PERSUADER SES INTERLOCUTEURS QUE NOUS N'AVIONS PAS D'AUTRE OBJECTIF QUE DE FAVORISER UNE SOLUTION NEGOCIEE.

LE PREMIER MINISTRE A PAR AILLEURS LE SENTIMENT QUE CE N'EST PAS DE GAITE DE COEUR QUE LE F.P.R. A ACCEPTE LE PRINCIPE DU RETOUR SUR LES POSITIONS QU'IL OCCUPAIT LE 8 FEVRIER. SES REPRESENTANTS ONT ESSAYE DE FAIRE ABANDONNER CETTE DISPOSITION ET M. NSENGIYAREMYE EST CONVAINCU QU'IL NE SERA PAS FACILE DE LA FAIRE RESPECTER, CAR ELLE A ETE ARRACHEE, SELON TOUTE EVIDENCE, A LA SUITE DU VOYAGE DE M. BRUNO DELAYE A KAMPALA ET GRACE A LA FERMETE ET A LA RAPIDITE AVEC LESQUELLES NOUS AVONS ENVOYE DEUX COMPAGNIES SUPPLEMENTAIRES LE 20 FEVRIER. L'EFFET DISSUASIF DE NOTRE DETERMINATION A ETE MAJEUR ET LE PREMIER MINISTRE EN EST TRES CONSCIENT. LA DELEGATION RWANDAISE N'AURAIT RIEN OBTENU SI ELLE N'AVAIT EU CETTE CARTE DANS SON JEU.

M. NSENGIYAREMYE M'A EGALEMENT DIT QUE LE F.P.R. ETAIT EFFRAYE PAR L'INITIATIVE QUE NOUS AVONS PRISE AUPRES DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES. IL VOYAIT DANS NOTRE DEMARCHE UNE TENTATIVE DE FAIRE

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

COUVRIR PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE UNE ACTION ARMEE DE NOTRE PART. LA DELEGATION RWANDAISE S'EST ATTACHEE A FAIRE VALOIR QUE LE CONSEIL AVAIT ETE SAISI PAR LE RWANDA ET NON PAR LA FRANCE ET QUE L'OBJECTIF DE CETTE SAISINE ETAIT D'OBTENIR LA CREATION D'UNE FORCE D'INTERPOSITION ET NON DE JUSTIFIER UNE OPERATION MILITAIRE. MAIS LE F.P.R. RESTE TRES MEFIANT VIS-A-VIS D'UNE INITIATIVE QUI SANS AUCUN DOUTE, AURAIT POUR RESULTAT DE LIMITER SA MARGE DE MANOEUVRE SUR LE TERRAIN. LA RENCONTRE DE DAR ES SALAM A LAISSE AU PREMIER MINISTRE L'IMPRESSION QUE L'ATTAQUE DU 8 FEVRIER ETAIT ALLEE PLUS LOIN QUE PREVU ET QUE LE SUCCES REMPORTE RENDAIT TRES PENIBLE POUR LES MILITAIRES DU F.P.R. L'IDEE DE RENONCER AUX ZONES CONQUISES. LE MOUVEMENT EST PARTAGE A CE SUJET ENTRE LES EXTREMISTES PARTISANS DE LA LUTTE A OUTRANCE ET LES MODERES FAVORABLES A LA NEGOCIATION.

✱PAGE TROIS

LE PREMIER MINISTRE EST CONSCIENT DE LA BRIEVETE DES DELAIS FIXES POUR LES DIFFERENTES ETAPES DEFINIES A DAR ES SALAM ET S'ATTEND A DES RETARDS DANS LEUR REALISATION, NOTAMMENT DANS LE RETRAIT DU F.P.R. SUR SES POSITIONS INITIALES. MAIS IL ESPERE QUE SI LE PROCESSUS DOIT ETRE ETALE DANS LE TEMPS, IL N'EN SERA PAS MOINS RESPECTE. JE NE LUI AI PAS DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT RWANDAIS MAINTIENDRAIT SA DEMANDE DE RAPPEL DES ELEMENTS FRANCAIS VENUS APRES LE 8 FEVRIER, DANS LE CAS OU, A LA DATE PREVUE DU 17 MARS, LE F.P.R. N'AURAIT PAS EXECUTE SON ENGAGEMENT DE REGAGNER SES LIGNES. BEAUCOUP DE GENS A KIGALI, Y COMPRIS DANS CERTAINS MILIEUX DE L'OPPOSITION, PENSENT QUE SI CETTE EVENTUALITE SE PRODUISAIT, L'ALLEGEMENT DU DISPOSITIF FRANCAIS DEVRAIT ETRE RETARDE./.

MARTRES

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES